



JEUDI 20 JUIN 2024

Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

Avec le contexte politique dans lequel nous nous trouvons en cette fin d'année scolaire, la FSU, réunie avec d'autres organisations syndicales, renouvelle ses efforts pour défendre les services publics, en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire. Asphyxiés, les services publics ont besoin d'investissements massifs.

Elle clame haut et fort son profond attachement au progrès social et à la démocratie, aux principes républicains, d'égalité, de liberté, de laïcité et de tolérance. Elle souhaite pour ses élèves et leurs familles une société plus juste, avec une école qui permette à toutes et tous de grandir et de s'émanciper.

Nous rappelons solennellement notre opposition aux idées d'extrême droite : par nature, xénophobe et raciste, l'extrême droite est un danger pour les liens qui nous unissent, leur construction par l'École publique et l'éducation populaire, pour nos organisations et les associations, pour les élèves, la jeunesse et les familles et de manière large pour les travailleurs et travailleuses, pour toutes celles et tous ceux qui participent de près ou de loin au renforcement du vivre ensemble dans une perspective de plus de solidarité et d'égalité, pour nos luttes sociales, et pour l'émancipation des populations qui permet une vie démocratique active et ouverte. Nous réaffirmons que c'est bien la solidarité, le renforcement des services publics qui nous permettront de lutter efficacement et de monter un rempart contre toutes les idées de l'extrême droite.

Un autre sujet sur l'École est source de crainte et de colère : la réforme de la formation initiale. Quelle mascarade de concertation, quel cafouillage, quelle impréparation ! Devant tant d'amateurisme, la FSU a quitté le groupe de travail du 29 mai. A trois mois de la rentrée, rien n'est prêt, de nombreuses questions restent sans réponse. Les formateurs et les formatrices ne savent pas quel sera leur avenir ni ce qu'ils et elles devront enseigner dès la rentrée 2024. Les étudiants.tes ne connaissent ni les attendus de la formation, ni les maquettes du concours ni le traitement qui leur sera réservé une fois lauréat.es.

Quelle maltraitance des agents une fois de plus !

La crise d'attractivité s'enracine dans la durée et le gouvernement fait le choix de l'aggraver avec une réforme volontairement précipitée et impensée.

Plus localement, la FSU continue de dénoncer l'opacité grandissante dans laquelle se déroulent les opérations de carte scolaire et de mobilité des personnels.

La pénurie de moyens accentuée par les décisions ministérielles et les coupes budgétaires contraignent l'administration à opérer des choix qui nient l'équité entre les écoles, entre les personnels car les règles dictées, ne sont pas respectées.

C'est une surprise de voir des situations d'écoles examinées pour fermeture en Juin alors que les taux d'encadrement sont assez similaires de situations d'écoles qui avaient vu leur fermeture non prononcée en CDEN en mars dernier. La traduction encore de la pénurie de moyens et du manque d'équité sur le territoire...

La FSU espère que ce CSAD éclairera des situations opaques et qu'une résolution de celles-ci soient trouvées dans le respect des personnels, des élèves et de leurs familles pour une rentrée 2024 plus sereine, qui sera de fait percutée par les événements actuels et à venir.

Pour la délégation FSU : Cathy Vigneau Laffargue, Laure Cazenave, Marie claire Merrien et Nicolas Fayemendy

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, stylized strokes that form a unique, abstract mark.